

# TRIBUNE

POUR LA

CONSTITUANTE

ALGERIENNE

A  
L  
G  
E  
R  
I  
E  
N  
N  
E

## - sommaire -

- UN MOT D'ORDRE CENTRAL: ASSEMBLEE CONSTITUANTE.
- INDOCHINE: UNE VICTOIRE DU PROLETARIAT MONDIAL.
- PORTUGAL: ELECTIONS A LA CONSTITUANTE.
- ALGERIE: \* DE LA CNJA à l'UNJA
  - \* Quel avenir pour la jeunesse?
  - \* Quel avenir pour la femme ?
  - \* Comment augmenter la production ?
  - \* La GSE dans les faits, usines " clés en main"
    - ... et chômage
    - ... etc ...
  - \* Un crime contre le peuple Kurde.

3f

corresp<sup>ce</sup> : s.e.l.i.o

37. R. du Fbg S<sup>t</sup> DENIS  
75010-PARIS

N°3 JUIN 75

UN MOT D'ORDRE CENTRAL : L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Boumedienne et les dirigeants de l'Algérie actuelle vont célébrer avec éclat le dixième anniversaire du "redressement" du 19 Juin 1965 . Redressement du FNL qui n'a plus tenu de Congrès depuis 1964, redressement de l'Assemblée nationale qui a été supprimée, redressement de la Constitution qui n'existe plus, redressement de l'UGTA par les dirigeants de l'Etat, redressement de l'UNEA toujours dissoute, le redressement de la jeunesse, des femmes, des travailleurs, de la population par les blindés et les légions de l'ANP, bien équipées, bien armées, bien nourries, bien conservées au chaud dans les sanctuaires de la Tunisie et du Maroc, tandis que les djounouds dépenaillés des djebels, écrasés par la mitraille et le feu des soldats de Challe-Bigeard-Massu, tandis que les femmes, les travailleurs et la jeunesse défiaient l'armée coloniale et la police, ses CRS et ses milices de l'OAS à Alger comme à Paris .

Le 1<sup>o</sup> Mai, qui n'est plus la "fête des travailleurs" mais la fête du Travail, Boumedienne dit :

"En dix ans, nous avons construit l'état, forgé une armée populaire, l'ANP, donné au peuple des institutions représentatives, les ACP, les APW..., le Code Communal, la Charte de la Gestion Socialiste des entreprises, nous avons réalisé la Révolution Agraire, la Révolution Industrielle et la Révolution Culturelle, nationalisé le gaz, le pétrole, les mines ... En dix ans, l'Algérie est devenue un grand pays anti-impérialiste, le leader reconnu du Tiers-Monde, un pays-clé à l'OUA, à l'ONU et dans les instances internationales."

En Indochine, l'impérialisme américain a subi une lourde défaite. Le GRP est à Saïgon et il a remercié l'Algérie de l'aide apportée. Le GRUNK est à Pnomh Penh et il a remercié l'Algérie pour son soutien .

Au Portugal, Alger a joué un rôle important dans le processus de décolonisation (Mozambique, Angola, Guinée). Au Pays même c'est le MFA et son organisme dirigeant, le Conseil de la Révolution qui a conduit la marche vers le socialisme . L'alliance MFA-peuple, soutenue par l'inter-syndicale ne constitue-t-elle pas une voie originale vers le socialisme ? Et cette voie n'a-t-elle pas été inspirée par l'exemple algérien, où c'est l'ANP qui dirige la marche du peuple vers le socialisme ?

Au Moyen-Orient l'accord IRAN-IRAK ne constitue-t-il pas un exemple de lutte anti-impérialiste puisque la rébellion Kurde a été matée, ce qui a contribué à renforcer la cohésion des pays-frères anti-impérialistes l'Irak et la Syrie . Par ailleurs, l'alliance nouée avec le Shah d'Iran n'a-t-elle pas renforcé l'OPEP, bête noire de l'impérialisme et poursuivi l'oeuvre amorcée à LAHORE de la Nation arabo-islamique ? Indochine, Portugal, Moyen-Orient, victoire du Tiers-Monde, confirmation de la voie suivie depuis le redressement du 19 Juin, dit Boumedienne, applaudi par la direction du PAGS, digne héritière du PCA .

Au Sud-Viet-Nam, le régime corrompu de Thieu, soutenu massivement par l'impérialisme US a connu la débâcle . Mais est-ce la victoire du GRP, qui avait signé les accords de Paris qui prévoyaient la division durable du

UN MOT D'ORDRE CENTRAL : L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Boumedienne et les dirigeants de l'Algérie actuelle vont célébrer avec éclat le dixième anniversaire du "redressement" du 19 Juin 1965 . Redressement du FNL qui n'a plus tenu de Congrès depuis 1964, redressement de l'Assemblée nationale qui a été supprimée, redressement de la Constitution qui n'existe plus, redressement de l'UGTA par les dirigeants de l'Etat, redressement de l'UNEA toujours dissoute, le redressement de la jeunesse, des femmes, des travailleurs, de la population par les blindés et les légions de l'ANP, bien équipées, bien armées, bien nourries, bien conservées au chaud dans les sanctuaires de la Tunisie et du Maroc, tandis que les djounouds dépenaillés des djebels, écrasés par la mitraille et le feu des soldats de Challe-Bigeard-Massu, tandis que les femmes, les travailleurs et la jeunesse défiaient l'armée coloniale et la police, ses CRS et ses milices de l'OAS à Alger comme à Paris .

Le 1<sup>o</sup> Mai, qui n'est plus la "fête des travailleurs" mais la fête du Travail, Boumedienne dit :

"En dix ans, nous avons construit l'état, forgé une armée populaire, l'ANP, donné au peuple des institutions représentatives, les ACP, les APW..., le Code Communal, la Charte de la Gestion Socialiste des entreprises, nous avons réalisé la Révolution Agraire, la Révolution Industrielle et la Révolution Culturelle, nationalisé le gaz, le pétrole, les mines ... En dix ans, l'Algérie est devenue un grand pays anti-impérialiste, le leader reconnu du Tiers-Monde, un pays-clé à l'OUA, à l'ONU et dans les instances internationales."

En Indochine, l'impérialisme américain a subi une lourde défaite. Le GRP est à Saïgon et il a remercié l'Algérie de l'aide apportée. Le GRUNK est à Pnomh Penh et il a remercié l'Algérie pour son soutien .

Au Portugal, Alger a joué un rôle important dans le processus de décolonisation (Mozambique, Angola, Guinée). Au Pays même c'est le MFA et son organisme dirigeant, le Conseil de la Révolution qui a conduit la marche vers le socialisme . L'alliance MFA-peuple, soutenue par l'inter-syndicale ne constitue-t-elle pas une voie originale vers le socialisme ? Et cette voie n'a-t-elle pas été inspirée par l'exemple algérien, où c'est l'ANP qui dirige la marche du peuple vers le socialisme ?

Au Moyen-Orient l'accord IRAN-IRAK ne constitue-t-il pas un exemple de lutte anti-impérialiste puisque la rébellion Kurde a été matée, ce qui a contribué à renforcer la cohésion des pays-frères anti-impérialistes l'Irak et la Syrie . Par ailleurs, l'alliance nouée avec le Shah d'Iran n'a-t-elle pas renforcé l'OPEP, bête noire de l'impérialisme et poursuivi l'oeuvre amorcée à LAHORE de la Nation arabo-islamique ? Indochine, Portugal, Moyen-Orient, victoire du Tiers-Monde, confirmation de la voie suivie depuis le redressement du 19 Juin, dit Boumedienne, applaudi par la direction du PAGS, digne héritière du PCA .

Au Sud-Viet-Nam, le régime corrompu de Thieu, soutenu massivement par l'impérialisme US a connu la débâcle . Mais est-ce la victoire du GRP, qui avait signé les accords de Paris qui prévoyaient la division durable du

du Viet-Nam en deux états distincts, un gouvernement à trois composantes comme au Laos, qui aurait garanti la propriété des moyens de production et celle des grandes plantations ? Est-ce une victoire pour le GRP, Hanoi, les bureaucraties de Moscou et de Pékin, signataires et cautionnaires des Accords de Paris, que Boumediène a défendus jusqu'au bout ?

Au Cambodge, le même processus s'est déroulé avec l'effondrement du régime corrompu de Lon Nol. Le GRUNK est entré dans Phnom Penh libéré par les masses révolutionnaires qui commençaient à l'organiser en comités d'usines et de quartiers. Défaite de l'impérialisme, certes, mais est-ce la victoire du GRUNK, qui inclut dans ses rangs la clique réactionnaire du Prince Sihanouk ? Est-ce une victoire pour Boumediène, allié du Prince Sihanouk ?

Au Viet-Nam, comme au Cambodge; la presse d'Alger parle beaucoup des officiers et des dirigeants, mais elle ne dit rien sur le mouvement révolutionnaire des masses, leurs initiatives, les comités d'usines et de quartiers, les organisations de la jeunesse, leur programme ... Elle se garde bien de dire que ce sont les masses qui ont imposé au GRP la rupture des Accords de Paris, comme elles leur avaient imposé en 1954 la rupture des Accords de Genève.

Au Portugal, la dictature fasciste s'est effondrée à Lisbonne le 25 Avril 1974. Les masses ont démantelé l'Etat bourgeois et commencé la révolution socialiste. Par quatre fois, la droite a tenté un coup d'état. Par quatre fois, les travailleurs, organisés dans les Comités et les Commissions de délégués élus ont défait la réaction. Dans tout cela, Alger n'a vu que la victoire du MFA. Et quand en Avril 1975, les travailleurs ont voté massivement pour les partis ouvriers, désavouant le MFA, qui avait appelé à voter blanc, Boumediène continue à soutenir que le processus révolutionnaire doit toujours être conduit par les militaires du MFA.

Dans la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal, Boumediène ne se trouve jamais dans le camp des travailleurs mais dans celui du MFA, qui s'apprête avec la complicité des stalinien de Cunhal, spécialistes de la division ouvrière, à opérer "un redressement" de la révolution.

Boumediène et les colonels d'Alger, sont garants de l'ordre bourgeois en Algérie; ils redoutent également une victoire de la révolution socialiste au Portugal, qui aurait des répercussions dans tout le bassin Méditerranéen et en Algérie même et c'est pourquoi la presse d'Alger ment.

Elle parle de la nationalisation des banques, mais elle ne dit pas que ce sont les employés, organisés dans leurs comités élus qui l'ont imposée et qui contrôlent tous les circuits bancaires, ce qui n'a rien à voir avec le pseudo-contrôle exercé par les ATU, dans le cadre de la gestion socialiste des entreprises.

Elle parle de l'armée démocratique, mais elle cache soigneusement les informations sur l'organisation des soldats dans les Comités de soldats, leurs liens avec les paysans pauvres et les ouvriers d'usine, ce qui n'a rien à voir avec la structure hiérarchisée de l'ANP et le service national.

Au Moyen-Orient, Gromiko et Kissinger se sont mis d'accord. Israël sera garantie dans les frontières de 1967, "rectifiées" et les palestiniens seront parqués dans l'Etat-ghetto de Cis-Jordanie, coincé entre la Jordanie de Hussein le Boucher et Israël. Aujourd'hui le roi d'Arabie annonce publiquement qu'il reconnaît Israël. Sadate dit la même chose. Que sont devenues les belles résolutions du sommet d'Alger ?

Comme en 1970 et en 1971, Boumediène consent et ne dit rien. Mieux, en participant au massacre du peuple kurde, qui a suivi l'accord IRAN-IRAK, Boumediène a signifié aux palestiniens qu'ils devaient s'incliner ou subir le sort des kurdes.

Défaite de l'impérialisme au Viet-Nam et au Cambodge, défaite des signataires des Accords de Paris et de leurs alliés, victoire des masses ouvrières et paysannes en Indochine !

Défaite de Spinola, de la droite, du MFA et des staliniens de Cunhal, victoire des travailleurs, des paysans pauvres, des soldats et de la jeunesse organisés dans les Comités élus, ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et paysan .

La défaite de l'impérialisme et des bureaucraties de Moscou et de Pékin en Indochine, au Portugal..., c'est la défaite des bourgeois, des PDG, des colonels d'Alger et de leurs alliés, les staliniens du PAGES, c'est la victoire des paysans pauvres, des ouvriers et de la jeunesse algérienne !

Et c'est parce-qu'ils sentent le scuffle du Khamsin révolutionnaire, parce-qu'ils savent que les masses ont en assez des beaux discours, de l'horizon 1980, du chômage, de la misère, de l'obscurantisme, de la corruption, des conditions intolérables de la vie quotidienne, de l'absence des libertés ouvrières et démocratiques, que nos dirigeants commencent à paniquer .

- Liberté de la presse, de la radio et de la télévision, c'est à dire : contrôle des moyens d'information par les délégués élus des journalistes, des syndicats, des télé-spectateurs .

Assez de discours de Boumedienne et des officiels ! La parole aux travailleurs, aux jeunes, aux femmes, aux chômeurs, aux soldats du contingent !

- Vérité sur la gestion catastrophique des sociétés nationales, c'est à dire contrôle de tous les circuits économiques et bancaires par les délégués élus des employés et utilisateurs .

- Elections à tous les niveaux, dans les entreprises, les chantiers, les bureaux, les lycées, les facultés, dans les mectas et les communes, dans les casernes, ..., de délégués élus, qui étudieront les causes de la situation catastrophique du pays et sauront trouver les moyens pour lutter contre la spéculation, l'inflation, l'engorgement des ports, la bureaucratie, le népotisme, les brimades des dirigeants insolents et indifférents aux difficultés des travailleurs .

- Elections pour une Assemblée constituante où tous les partis et organisations pourront proposer leurs représentants, qui mettra fin au régime actuel illégal des Colonels d'Alger .

Cela est nécessaire !

Liberté, démocratie, contrôle de tous les rouages de l'économie et de l'appareil d'Etat par les délégués élus par les travailleurs, des femmes et de la jeunesse !

C'est l'aspiration profonde de toutes les couches de la population algérienne !

Boumedienne dit à la Conférence des Présidents d'APC :

"Notre état, c'est l'état des travailleurs", "la révolution algérienne s'identifie directement et intimement aux assemblées populaires, qu'elles se situent au niveau des communes ou des Willayates, ou encore des Assemblées de travailleurs ou des comités de gestion."

En résumé Boumedienne ne cesse de répéter :

Nous avons accompli nos tâches, créer un état populaire et démocratique. Maintenant vous devez travailler et produire !

Mensonges, disent les fellahs, les ouvriers et les citoyens . Cet Etat, c'est le vôtre ! On nous a imposé nos représentants aux APC et PAW et personne ne nous représente à l'échelle nationale. Nous n'avons pas pu exposer nos revendications car ni la liberté de réunion, ni la liberté de presse n'existent . Nos représentants à tous les niveaux, c'est vous qui les choisissez. Et vous-mêmes, personne ne vous a appelé, personne ne vous a élu, personne n'a ratifié votre putsch du 19 Juin !

Votre légitimité ne repose que sur les tanks, la police et l'armée . Les travailleurs ne disposent pas de informations et de la liberté d'expression, pour exercer un contrôle de leurs dirigeants au niveau de la commune, de la région ou du pays . Il en est de même au niveau des entreprises où les PDG restent les véritables patrons, les ATU n'étant sollicités que pour accroître la production comme le démontrent avec éclat les exemples de la SNS de Kouba, de la SN Sempac, de la SN Métal...

Si la démocratie existait ailleurs que dans les discours, si le contrôle ouvrier était effectif, si la presse était libre et au service des seuls travailleurs et de la population, les gros commerçants, les spéculateurs, les mandataires pourraient-ils agir en toute impunité ?

Boumedienne dit : nous luttons contre la corruption à tous les niveaux, nous exerçons un rigoureux contrôle des prix, les marges bénéficiaires sont connues et tarifées et nos inspecteurs multiplient les contrôles et pénalisent sévèrement .

Certes, certes, ... de temps en temps un coup de balai, et tout recommence. Comment luttez-vous contre les responsables des sociétés nationales qui laissent pourrir le matériel payé à prix d'or, sur les quais d'Alger, d'Annaba ou d'Oran ?

Comment punissez-vous les PDG, responsables d'un gaspillage incroyable de machines, de détournement de fonds ou de matériel au profit du secteur privé ?

La lutte contre le gaspillage et la corruption ne sera pas résolue - l'expérience l'a montré - par vos méthodes habituelles, mais par la nationalisation réelle de tous les circuits commerciaux et bancaires et le contrôle à tous les niveaux par les délégués élus et organisés dans les Commissions de délégués à l'échelon des entreprises, de la localité, des régions, du pays .

La publication régulière de tous les documents concernant la marche et la gestion des entreprises nationales n'inciterait-elle pas les PDG à gérer mieux les sociétés de l'état ?

La publication des activités de chaque responsable, de ses revenus réels, de ses déplacements et de leurs résultats n'amènerait-elle pas les dirigeants à mieux se préoccuper de leur travail ?

L'élimination de tous les dirigeants convaincus de vivre au dessus de leurs moyens ou de toucher des revenus non justifiés ne serait-elle pas une première mesure efficace contre la corruption?

La constitution d'un Tribunal Populaire constitué par les délégués des travailleurs et châtiant impitoyablement les spéculateurs et les voleurs ne serait-elle pas une mesure efficace pour lutter contre la corruption, le gaspillage, la spéculation, le détournement des deniers publics ?

Cela est possible .

Cela ne coûte rien et permettrait d'économiser tout de suite des milliards !

Cela mobiliserait les travailleurs des villes et des campagnes comme la jeunesse, qui veulent la démocratie, la fin des inégalités sociales, du luxe et l'abondance pour certains, la misère et le chômage pour la majorité des Algériens .

Cela est en partie vrai, disent les tenants du pouvoir et le PAPS, mais ce n'est pas l'essentiel . L'inflation, la hausse des prix alimentaires (sucre, blé, huile...) ne sont pas le fait des dirigeants algériens, mais de l'impérialisme qui affame notre pays et les peuples du Tiers-Monde .

Que la nature de l'impérialisme soit de piller les pays économiquement arriérés est un fait connu et indiscutable . Mais qui a totalement sacrifié l'agriculture, les industries alimentaires et textiles, l'hydraulique, l'infrastructure routière, portuaire, les équipements sociaux et sanitaires, la formation professionnelle ..., au profit d'une industrialisation impuissante à libérer les masses et la jeunesse du chômage, de la misère, de l'ignorance. Pourquoi la production céréalière est-elle en 1974 la moitié de celle de 1962 ?

Pourquoi persister-vous à acheter des usines entièrement automatisées, alors que le chômage massif frappe des millions d'algériens ?

Lutter contre l'impérialisme , c'est sans doute commencer à industrialiser, mais pas comme vous le faites, en livrant le pays aux multi-nationales, pas en sacrifiant des générations de femmes, de jeunes, de fellahs.

Les masses n'attendent pas l'horizon 1980 .

Assez du chômage, de la misère, de l'obscurantisme !

Publication de tous accords, contrats et marchés passés avec les sociétés étrangères .

Publication des investissements réalisés dans le plan triennal, dans le 1<sup>o</sup> plan, des objectifs, des résultats obtenus, dans chaque branche, chaque secteur, chaque Willaya, chaque commune .

Publication des programmes spéciaux et des résultats obtenus.

Nous voulons savoir, nous voulons la vérité, sur tout .

Et cela tout de suite .

Organisation d'une discussion démocratique à tous les niveaux pour tirer le bilan de ces dix années de régime Boumedienne et organisation d'élections de délégués qui au niveau de la commune, de la willaya, du pays, proposeront les mesures nécessaires pour sortir le pays des griffes de l'impérialisme, pour commencer à aborder les problèmes véritables qui se posent aux masses .

Nous n'attendrons pas plus longtemps.

Dix ans, cela suffit ! ACHRA SNIN BARAKET !

Nous ne croyons pas au contrôle des prix tel qu'il est pratiqué par la police ou les agents du fisc . Nous ne croyons pas à votre politique de soutien des prix. Chacun sait que les prix taxés disparaissent des marchés contrôlés pour réapparaître sur les marchés parallèles . La presse elle-même dit que votre contrôle est inefficace .

Ce n'est pas par une telle "réglementation" qu'il faut lutter contre l'inflation et la spéculation, mais par le contrôle de tous les circuits commerciaux et bancaires par les masses, par les ménagères organisées au niveau du quartier, du village, par les délégués élus des paysans producteurs, par les commerçants organisés, par les syndicats ...

Les paysans, les femmes, les jeunes, les chômeurs, qui sont des millions, ne refusent pas de produire ! Ils ne demandent que cela : travailler pour vivre. Mais qui détient les moyens de production, les usines, les banques, le monopole des importations ?

Produire ? Soit, mais pas pour engraisser les gros, les PDG et les dirigeants .

Produire, mais pour améliorer le niveau de vie des masses laborieuses et de la jeunesse ! Augmenter la production, cela veut dire : suppression du chômage, amélioration des transports, construction de logements, formation professionnelle pour tous, contrôle de la production par les délégués élus des paysans, des ouvriers, des femmes et de la jeunesse . Augmenter la production, cela veut dire aussi liberté de presse, de réunion, d'organisation, élections libres à la Constituante .

Produire, mais pour améliorer le niveau de vie des masses laborieuses et de la jeunesse ! Augmenter la production, cela veut dire : suppression du chômage, amélioration des transports, construction de logements, formation professionnelle pour tous, contrôle de la production par les délégués élus des paysans, des ouvriers, des femmes et de la jeunesse . Augmenter la production, cela veut dire aussi liberté de presse, de réunion, d'organisation, élections libres à la Constituante .

Produire, mais pour améliorer le niveau de vie des masses laborieuses et de la jeunesse ! Augmenter la production, cela veut dire : suppression du chômage, amélioration des transports, construction de logements, formation professionnelle pour tous, contrôle de la production par les délégués élus des paysans, des ouvriers, des femmes et de la jeunesse . Augmenter la production, cela veut dire aussi liberté de presse, de réunion, d'organisation, élections libres à la Constituante .

Produire, mais pour améliorer le niveau de vie des masses laborieuses et de la jeunesse ! Augmenter la production, cela veut dire : suppression du chômage, amélioration des transports, construction de logements, formation professionnelle pour tous, contrôle de la production par les délégués élus des paysans, des ouvriers, des femmes et de la jeunesse . Augmenter la production, cela veut dire aussi liberté de presse, de réunion, d'organisation, élections libres à la Constituante .

"Votre idéal, c'est la révolution" dit Boumediène à la Conférence de la Jeunesse . Notre idéal, disent les jeunes, c'est le contraire de ce qui existe actuellement ! Ce que nous voulons, c'est la fin du chômage chronique, du chômage à la vie pour la majorité d'entre nous .

Ce que nous voulons, c'est une formation professionnelle valable, des logements et des foyers de jeunes, le droit à la culture et aux loisirs, (maison de la culture, bibliothèques, théâtres, cinémas pour les jeunes), le droit aux sports (stades et équipements sportifs dans chaque commune, chaque ville, chaque quartier), le droit pour les jeunes de s'organiser librement, d'avoir leurs propres journaux...)

Ces revendications, il est possible de commencer à les satisfaire, tout de suite, sans attendre l'horizon 80.

Il est possible, tout de suite, de lutter contre le chômage,

- en rendant obligatoire la scolarité jusqu'à 16 ans avec allocations familiales ,

- en attribuant une allocation chômage équivalente au SMIG à tous les jeunes qui ont quitté l'école ,

- en lançant un programme complet spécial de travaux publics (hôtels, logements, à bas prix, écoles, stades, piscines...) avec priorité d'embauche aux jeunes, payés au tarif syndical et sous le contrôle des commissions jeunes des syndicats et des comités de jeunes chômeurs organisés à tous les niveaux .

Il est possible de lutter contre l'absence de qualification, en réorganisant la formation professionnelle sous le contrôle des syndicats d'enseignants, de travailleurs et des commissions de jeunes .

Il est possible de lutter contre l'abrutissement de la jeunesse organisé par la radio, la télé, la presse, le cinéma, la religion, l'armée. A ce sujet, les jeunes veulent :

- six mois de service militaire
- gratuité des transports pour les soldats du contingent
- salaire équivalent au SMIG pour tous les soldats
- respect à la caserne des droits et libertés fondamentales de réunion, d'association et d'opinion
- participation des délégués de soldats élus à la marche des casernes..

Cela est impossible, cela coûte cher ?

Alors publiez dans le détail, sous le contrôle des délégués des soldats et des syndicats, le budget réel de l'ANP, de la gendarmerie et de la Sécurité Nationale, celui de la Présidence du Conseil. Combien coûtent les Conférences qui se tiennent chaque jour dans notre pays ? Combien coûtent nos avions, tanks et blindés et dites à quoi ils servent ?

A lutter contre l'impérialisme ?

Mensonges ! Ce n'est pas l'armée de métier actuelle, gonflée de civils contraints au travail forcé gratuit, dit "service national", qui a chassé le colonialisme et qui pourra défendre le pays contre l'impérialisme, mais les milices ouvrières et paysannes sous le contrôle des municipalités et des syndicats, en intégrant les techniciens officiers, issus de la classe ouvrière et entièrement à son service .

A lutter contre le sionisme ? A défendre la Révolution Palestinienne ?

Mensonges ! Ni en Septembre 70, ni en Septembre 71, ni aujourd'hui où se prépare le massacre des Palestiniens au Liban, l'ANP n'intervient . Pourquoi ne pas organiser, lorsqu'on se dit "pilier" de la "Nation Arabe", la lutte contre les émirs, rois et dictateurs qui disposeront de 200 Milliards de dollars en 1980 et qui utilisent cet argent non pas pour défendre la cause palestinienne ou pour améliorer le niveau de vie des masses du "monde arabe", mais pour renforcer l'impérialisme (recyclage des pétrodollars ).

Pourquoi ne pas engager la lutte pour que les revenus fabuleux du pétrole arabe servent, tout de suite, à supprimer le chômage, la misère, les maladies, l'ignorance dans les pays du Maghreb et du Machrek ?

Ouvrier exploité, fellah, jeune lycéen, apprenti, étudiant, chômeur, sous l'uniforme, femme surexploitée ou au chômage ..., cela ne peut plus durer .

Boumediène a eut dix ans, dix ans de pouvoir absolu pour faire ses preuves !

Dix ans, c'est suffisant pour donner la terre aux paysans et les moyens de la travailler: des machines, des engrais, des crédits à bon marché, des circuits commerciaux au service de la population, pas des spéculateurs.

Dix ans, c'est assez pour supprimer les disparités régionales, héritées de la colonisation, pour développer l'hydraulique, pour supprimer le chômage, pour sortir les femmes de l'obscurantisme médiéval, pour donner le travail, le pain, les libertés .

Et les résultats sont là . Rien n'est réglé, rien n'est en voie de l'être !

Dix ans, c'est assez ! ACHRA SNIN BARAKET !

Les travailleurs, les femmes et la jeunesse ne peuvent plus attendre. Ils exigent :

- La liberté de presse, le droit de réunion, d'organisation, d'opinion .
- La vérité sur tous les rouages de la vie économique, sociale et culturelle, sur tous les contrats passés avec les multinationales et les trusts étrangers .
- La vérité sur le volume des emprunts contractés auprès des banques étrangères et les conditions de remboursement.
- La vérité sur l'ANP, la police, la diplomatie, les différents services de l'état .
- La vérité sur le complot qui se prépare ouvertement contre le peuple palestinien. A bas la diplomatie secrète ! Assez de compromissions avec l'impérialisme qu'on prétend combattre !
- Le contrôle à tous les niveaux des rouages de l'économie, de la société et de l'Etat pour sortir le pays de la crise actuelle .
- La satisfaction des besoins des masses, des femmes et de la jeunesse .
- Des élections libres où tous les partis et organisations pourront présenter librement leurs candidats pour une ASSEMBLEE CONSTITUANTE .

L'Assemblée Constituante, c'est le mot d'ordre qui permet la contractualisation de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la jeunesse, qui permet d'unifier la lutte pour les libertés avec la réforme agraire, la réorganisation de l'économie, sous le contrôle des ouvriers, des paysans, des femmes et de la jeunesse, organisés dans les Comités à l'échelon local régional et national, organisés dans leurs syndicats et milices armées .

Il n'y a pas d'opposition entre la lutte pour la CONSTITUANTE et la lutte pour l'organisation des travailleurs, des femmes et de la jeunesse dans les comités et les milices, mais complémentarité . C'est le même combat pour le pouvoir ouvrier !

Travailleur exploité, fellah sans terre suffisante, sans argent et sans moyens, jeune sans travail, femme exploitée et opprimée, sans droits, sans libertés, artisans et petits commerçants écrasés par les gros, habitants des Aurés, des Kabylies, du Hodna et du Titteri, des plaines du Constantinois et des steppes d'Oranie, qui avez supporté tout le poids de la guerre de libération et qui êtes démunis de l'essentiel, soldats du contingent, officiers, écoeurés par le caractère militaro-policier du régime, cadres, médecins, étudiants, militants ouvriers de l'UGTA et du FLN qui n'approuvez pas le soutien total de vos dirigeants au pouvoir, militants de l'émigration..., nous qui voulons la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, nous qui voulons le travail, le pain, les libertés, le respect, la dignité, nous disons :

DIX ANS DE BOUMEDIENNE, CA SUFFIT ! ACHRA SNIN BARAKET !

En avant pour l'ASSEMBLEE CONSTITUANTE !

Le 5 Juin 1975 .

Cet éditorial était rédigé lorsque le 19 Juin, Boumedienne, reprenant le projet de feu Medeghri, l'ex ministre de l'intérieur "trouvé mort", annonça son intention de doter le pays d'une Assemblée Nationale.

Bien sûr, il n'y a rien de commun entre cette Assemblée Nationale qui sera au niveau national ce que sont les APC et les APW au niveau local et régional, une sorte de parlement croupion, qui aura pour fonction non pas de résoudre les problèmes du pays mais de constituer une soupape de sûreté, un écran entre les masses et l'ANP qui continuera à détenir la réalité du pouvoir, car c'est la seule force structurée, garante de l'ordre bourgeois en Algérie .

Après la grève générale de la SNS de KOUBA et la mobilisation des étudiants contre le pouvoir lors des élections à la CNJA, le régime actuel est en pleine décomposition et Boumedienne, acculé, doit composer, d'où les mesures annoncées : élection d'une Assemblée Nationale en 1976, élection d'un président de la République, congrès prochain du F.L.N.

L'Assemblée Nationale de Boumedienne, c'est l'aveu de la faillite d'un régime de dix ans de "redressement" et la tentative de conserver l'essentiel en lâchant du lest .

L'assemblée constituante, c'est le mot d'ordre qui permet la mobilisation des masses sur le programme de la démocratie révolutionnaire (libertés, réforme agraire, contrôle ouvrier...) et crée les conditions de l'apparition des soviets qui sous la direction du parti prolétarien seront capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi la voie de la révolution sociale .

- LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE A-T-ELLE  
ETE REALISEE EN ALGERIE ?

" Nous ne voulons pas d'un autre 1956, nous voulons l'application des accords de Paris " (p. 10)

Ce sont ces accords que BOUMEDIENNE a dénoncés. Ainsi "REVOLUTION ALGERIENNE" du 24-11-1975 présente les accords de Paris comme une défaite castriste :

" A la suite de leurs succès décisifs au Vietnam, les hauts commandants du Vietcong ont imposé à l'Algérie et à la Tunisie "les accords de Paris" qui devaient apporter un règlement juste et définitif (sic) au problème de la révolution indochinoise "

et de leur application intégrale :

" L'essentiel dans la situation qui prévaut au Vietnam du Sud est que le peuple "désire un engagement total", le départ d'une élite et le régime de tous les bourgeois " et que les élites algériennes, ainsi que ceux des états voisins, doivent être éliminés par la domination nouvelle révolutionnaire, réalisant l'application concrète des accords de Paris, la meilleure voie pour le retour à la paix. "

Ainsi donc, un Vietnam du Sud bourgeois dirigé par les "élites algériennes" ainsi que ceux des états voisins, sont considérés de la même manière que la situation anticoloniale de BOUMEDIENNE.

INDOCHINE : UNE VICTOIRE POUR LA JEUNESSE ET LE PROLETARIAT MONDIAL .-

L'Algérie toute entière a applaudi à la victoire de la révolution en Indochine, car il existe une communauté de destin entre les peuples d'Algérie et d'Indochine. Mais pourquoi la presse écrit-elle que :

" Le Tiers-Monde quel appartient l'Algérie, a apporté tout son soutien et ce, dès le premier jour, à ce noble combat pour l'indépendance, la dignité et la souveraineté nationale." ("EL MOUDJAHID" du 18/4/65)

Passons sur le "soutien" apporté au Vietnam par les dirigeants du Tiers-Monde que sont HASSAN II, SADATE, le Shah d'IRAN, les dictateurs d'AFRIQUE ou d'AMERIQUE LATINE. Quant au "soutien" de nos dirigeants, ce fut toujours un soutien diplomatique au G.R.P. ou à SIHANOUK, comme l'avait fait DE GAULLE, puis un soutien total aux Accords de Paris, qui n'ont rien à voir avec les intérêts profonds des travailleurs, des paysans et de la jeunesse des peuples d'Indochine.

LES ACCORDS DE PARIS DU 23 JANVIER 1974 .-

Ils perpétuent la division du Vietnam, instituée par les Accords de Genève de 1954, comme il ressort de l'article 14 :

- " Le Vietnam du Sud applique une politique étrangère de paix et d'indépendance ... "
- ou de l'article 15 :
- " La réunification du Vietnam se fera par des moyens pacifiques sur la base de discussions et d'accords entre le Vietnam du Nord et le Vietnam du Sud ... "

A peu de choses près, ces articles reprennent ceux des Accords de Genève de 1954 ou ceux qui ont abouti à la division de la Corée ou de l'Allemagne.

L'article II fonde la division du Vietnam sur des rapports de production antagonistes qui ne peuvent que la perpétuer :

- " Les deux partis du Vietnam du Sud (G.R.P. et Saïgon ) garantissent au peuple les libertés démocratiques :
- " la liberté individuelle ... droit de propriété privée et liberté d'entreprise. "

Enfin, pour diriger le pays, les Accords établissaient un "Conseil National de réconciliation et de concorde nationales composé de trois parties égales ... " Maintien de la division du Vietnam en deux, installation d'un régime bourgeois au Sud, telle était la réalité des Accords de Paris que THIEU saluait ainsi :

- " Les communistes ont été obligés de reconnaître que le Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord sont deux pays distincts parmi les quatre d'Indochine. Le Vietnam du Nord devra reconnaître la souveraineté de notre pays."

BOUMEDIENNE, DEFENSEUR DES ACCORDS DE PARIS .-

Ce sont ces accords bourgeois que le G.R.P. a soutenus jusqu'au bout. Ainsi, l'un de ses dirigeants déclarait à "EL DJEICH" de Décembre 1974 :

- " Nous ne voulons pas d'un autre THIEU, mais d'un gouvernement qui soit pour l'application des Accords de Paris." (p.49)

Ce sont ces Accords que BOUMEDIENNE a défendus. Ainsi "REVOLUTION AFRICAINE" du 8-14 Nov. 1974, présente les Accords de Paris comme une défaite américaine :

- " A la suite de leurs cuisants échecs au Vietnam, les Nord-Américains durent se rendre à l'évidence et signer "les Accords de Paris" qui devaient apporter un règlement juste et équitable (sic) au problème de la péninsule indochinoise "

et demande leur application intégrale :

- " L'essentiel dans la situation qui prévaut au Vietnam du Sud est que le peuple "demande un changement total, le départ d'une clique et la réforme de toute une politique" et que les milieux religieux, ainsi que ceux des affaires, ulcérés par la domination nord-américaine, réclament l'application concrète des Accords de Paris, la meilleure voie pour le retour à la paix. "

Ainsi donc, un Vietnam du Sud bourgeois dirigé par les "milieux religieux ainsi que ceux des affaires", mais embarrassé de la tutelle américaine, c'était cela la politique anti-impérialiste de BOUMEDIENNE.

LES MASSES INDOCHINOISES BALAIENT LES ACCORDS DE PARIS

La crise mondiale de l'impérialisme, la décomposition de l'armée américaine au Vietnam, conséquence du développement de la lutte des classes dans le monde et aux U.S.A. mêmes, l'affaire du Watergate et la démission de NIXON ont contribué à accélérer la décomposition du régime THIEU.

Il a suffi du soulèvement de la population à Ban Mê Thuot le 18 mars, pour que tout l'édifice vermoulu se désintègre. A Pleiku, Hué, Danang, Dalat ... avant que le G.R.P. ne se décide, les travailleurs et la jeunesse avaient libéré les villes. Tous les observateurs l'ont souligné : le régime de THIEU ne s'est pas effondré à la suite d'une offensive militaire du G.R.P., mais il s'est écroulé, victime de sa propre décomposition.

Ni le G.R.P., ni Hanoï, ni Moscou, ni Pékin, respectueux de la coexistence pacifique n'ont voulu cela, comme KISSINGER lui-même l'a admis.

Mais, dès lors que le régime de THIEU s'effondrait et que les travailleurs et les jeunes s'organisaient en comités d'usines ou de quartiers, le G.R.P. était bien contraint d'aller plus loin qu'il ne le voulait et d'entrer à Saïgon après des jours d'hésitation.

L'EXEMPLE INDOCHINOIS

La révolution indochinoise a mis en évidence le fait que les ouvriers, les paysans et la jeunesse sont capables des plus grandes initiatives, des plus grands desseins. C'est la détermination des masses, capables des plus grands sacrifices, c'est l'initiative des masses, qui a balayé les Accords de Paris, accords signés par l'impérialisme U.S. et les bureaucraties de Moscou et de Pékin sur le dos des masses.

Le combat n'est pas terminé, car il faudra lutter contre les dirigeants de Hanoï et le G.R.P., qui ne veulent pas abroger la propriété des moyens de production et réunifier le Vietnam. Ainsi, selon un responsable de Saïgon, "la réunification du Vietnam n'interviendrait pas avant cinq ans" et le "Nord et le Sud seraient candidats à l'entrée aux Nations-Unies" ("LE MONDE" 1-2 juin 75). Il faudra imposer aux bureaucraties de Hanoï et du G.R.P. :

- l'expropriation totale du capitalisme au Sud-Vietnam,
- la Fédération des peuples d'Indochine.

Participer à ce combat, c'est pour les travailleurs algériens et la jeunesse, démasquer la soi-disant politique anti-impérialiste du régime actuel. C'est aussi lutter pour les libertés ouvrières et démocratiques en Algérie et c'est lutter pour l'Assemblée Constituante !

Comme en Indochine, les masses algériennes, les paysans, les ouvriers, la jeunesse, les femmes, sont capables des plus grandes initiatives !

L'initiative des masses est capable de balayer les structures de l'Etat bourgeois actuel et de régler par la démocratie et le contrôle ouvrier, les problèmes de notre pays. C'est le sens de la bataille que les trotskystes algériens mènent pour la Constituante.

LA REFORME AGRAIRE A-T-ELLE ETE

RE-LISEE ?

PORTUGAL : ELECTIONS A L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE :

Un an après la chute de Caetano, les élections à la Constituante ont eu lieu au Portugal. Face à la Junte et au MFA, qui se voulaient les seuls tenants du pouvoir, le Comité de Liaison des militants révolutionnaires portugais (pour la reconstruction de la 4ème Internationale) a lutté pour une Constituante élue au suffrage universel et secret, seul dépositaire de la souveraineté du peuple, seule capable de réaliser le Front Unique Ouvrier pour la satisfaction des revendications et pour la démocratie, sur le programme suivant publié dans une résolution :

"... - Libertés démocratiques sans restrictions.  
Liberté de la Presse sans restriction.

- A bas toute la censure; liberté de réunion sans restriction.

- Liberté d'association sans restriction ni limitation.

- Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat.

Une seule école, laïque, gratuite et obligatoire.

- Dénonciation immédiate de tous les pactes scellés par Salazar Caetano avec l'impérialisme et, en particulier, le Pacte Ibérique, signé par le bourreau Franco.

- Indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, Gouvernement Partis, Eglise et Patronat. Libre exercice du droit syndical sans ingérence de l'Etat, Gouvernement, Patronat.

- Suppression des bases étrangères.

- Institution d'une caisse nationale unique de prévoyance pour tous les travailleurs des villes et des campagnes de toutes catégories, couvrant les risques de maladie, retraite, maternité, financée par le patronat et l'Etat et gérée par les représentants des travailleurs élus et les représentants syndicaux à l'exclusion d'une quelconque ingérence gouvernementale et patronale.

- Un fonds national de chômage financé par le patronat et par l'Etat garantissant une indemnisation de chômage à fixer par les commissions élues des travailleurs et par les organisations syndicales.

- Expropriation sans indemnité ni rachat des gros propriétaires terriens. Remise de la terre des grands latifundiaires sous des conditions et des formes que les travailleurs de la terre eux-mêmes décideront.

- Indépendance immédiate et inconditionnelle des colonies portugaises ...".

La Résolution poursuit :

" Il nous semble que sur ces revendications, entre autres, sur lesquelles le Front Unique Ouvrier réaliserait le programme de défense des revendications et de la démocratie, devrait se réaliser l'unité de toutes les organisations et partis ouvriers qui se réclament des intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

C'est ainsi que pour le front unique ouvrier, l'Assemblée Constituante dépositaire de toute la souveraineté du peuple, devrait ouvrir la voie à la constitution du gouvernement d'unité, gouvernement du PC et du PS sans représentants bourgeois."

Cette résolution présente un grand intérêt, car elle permet de répondre aux tenants du régime boumediene et à leurs alliés du PAGS, qui consi-

dèrent qu'en Algérie, il n'y a pas de place pour une Assemblée Constituante, mot d'ordre bourgeois.

Bien entendu, le PAGES oublie le combat que menait LENINE en 1917 pour une Constituante et que le PCA lui-même se prononçait dans son programme d'Avril 1962 pour une Assemblée Constituante.

La presse algérienne a donné une image complètement fautive de la situation au Portugal, observant un silence complet sur les grèves et le mouvement révolutionnaire des masses, sur "l'assainissement" des responsables par les délégués élus des travailleurs et soutenant avec acharnement le MFA.

Ainsi, le 11 Mars 1974, SPINOLA tente un coup d'Etat. Sur le champ, les commissions Ouvrières et les Syndicats mobilisent; c'est l'occupation des usines, des Banques des Sociétés, des ministères. Dans les casernes, les soldats forment des Comités et donnent des armes aux ouvriers et aux paysans. C'est la défaite totale de Spinoza.

La presse d'Alger se tait sur le mouvement révolutionnaire et ne parle que du MFA, qui n'est intervenu que pour empêcher que les soldats et les travailleurs ne fusillent les auteurs du coup d'Etat.

Ainsi Révolution Africaine du 21-27 Mars écrit :

"Ce qui ressort du putsch raté du 11 Mars, c'est l'évidence incontestée et incontestable que le courant intransigeant du MFA a remporté une victoire éclatante sur ses adversaires directs défenseurs d'un ordre réactionnaire, donc de droite, de même qu'il s'est davantage radicalisé dans ses fermes options socialistes. La création d'un Conseil de la Révolution comme cadre juridique et politique des futures actions à entreprendre en attendant ou après les prochaines élections, faute de caractériser un durcissement de leur position, symbolise la volonté apparemment inébranlable de mener à terme leur ambition de faire au Portugal un Etat socialiste doté d'institutions démocratiques..." (p. 45)

On pourrait croire après cela qu'Alger va applaudir aux élections pour la Constituante. Erreur. Et c'est là où la presse va battre ses records !

Ainsi, l'envoyé spécial d'El Moudjahid DJAIDER, écrit (27-28 Avril 75)

"L'écrasante majorité vota pour la première fois. D'ailleurs à quelques dizaines de mètres à peine, le secret de l'isoloir était vite rompu. Mais pour beaucoup, si les partis "c'est important", même si l'on se trompe, il y a quand même le MFA. C'est la garantie du processus démocratique engagé depuis un an.

Cette confiance du peuple, les membres du Conseil de la Révolution paraissent décidés à l'assumer".

Manque de chance ! Les Portugais ont voté massivement (92 %) désavouant le MFA, partisan du vote blanc (8 %). Mais rien n'y fait, puisque DJAIDER écrit :

"... Quoi qu'il en soit, nous a confié le commandant Jesuino, l'important est le respect du pacte passé avec le MFA". C'est dans ce sens que les observateurs relèvent avec intérêt l'interprétation que font les militaires des résultats de ce scrutin. Les déclarations sur "la victoire de la voie socialiste" prennent l'allure d'une forte pression sur le Parti socialiste."

On comprend l'inquiétude de nos dirigeants devant le développement de la Révolution prolétarienne au Portugal et pourquoi ils défendent le MFA garant de l'ordre bourgeois au Portugal, comme l'A.N.F. est le garant de l'ordre bourgeois en Algérie. Mais les travailleurs, les femmes, les soldats et la jeunesse voient au contraire dans le mouvement révolutionnaire portugais un encouragement, un exemple à suivre, en particulier sur les Commissions Ouvrières, l'assainissement des patrons et dirigeants, le contrôle ouvrier, l'alliance des soldats, des paysans, des ouvriers, de la jeunesse, la Constituante !

. . .

## Nationalisation des Banques ... au Portugal

La presse d'Alger a parlé de la Nationalisation des banques et dit que c'est le MFA qui l'a octroyée. Rien de plus faux.

Déjà sous Caetano, les employés de Banque avaient de solides traditions de lutte. Le 11 Mars, ils ont établi la liste des administrateurs qui avaient financé le putsch. Ils l'ont publiée, se sont mis en grève et ont occupé le siège des banques.

Ils ont destitué les administrateurs et réorganisé le travail avec leur Commission. Dans la nuit du 13 au 14 Mars, ils ont participé aux piquets qui barraient les routes dans le pays, et, quand, le 14, le gouvernement a nationalisé les banques, il n'a fait qu'enteriner ce que les employés avaient fait eux-mêmes.

Contrairement à ce que disent nos dirigeants, l'acteur principal au Portugal, ce n'est pas le MFA mais la classe ouvrière et ses organisations, comme l'atteste ce document publié par "O Seculo" du 14/3/75.

"Nous pensons que seule la nationalisation de la Banque servira réellement les intérêts des travailleurs à condition qu'elle soit accompagnée d'une véritable socialisation qui restructure tout le système bancaire et qu'elle soit organisée de manière à empêcher tout capitalisme d'Etat" affirme la commission coordinatrice des employés de banque socialistes dans un communiqué daté d'hier.

Le même communiqué déclare, d'une part " que la participation des travailleurs dans la gestion des entreprises n'est admissible que dans un système totalement socialiste", d'autre part il ajoute : "dans la situation actuelle qui exige des solutions nécessairement urgentes, il est acceptable, mais seulement à titre provisoire que le choix des personnes nommées par le gouvernement soit effectué par les directions syndicales pourvu que ces personnes soient dans un court délai confirmées ou remplacées par le vote direct et secret exercé par tous les travailleurs des banques."

Le communiqué conclut :

"Dans chaque banque, des commissions de contrôle de gestion constituées uniquement par des personnes démocratiquement élues par tous les travailleurs doivent être immédiatement constituées.

Ces commissions devront fonctionner dans les centres de décision conjointement avec les commissions de gestion avec de larges pouvoirs de contrôle, de telle manière que dans la pratique elles empêchent la concrétisation des décisions qui lèsent l'économie nationale et les véritables intérêts des travailleurs."

Ces quelques lignes suffisent à souligner l'abîme qui sépare les nationalisations à la Boumedienne et de véritables nationalisations sous le contrôle des travailleurs. En Algérie, il est possible de réaliser cela.

- PEUT-ON PARLER D'INDUSTRIALISATION ?

DE LA C.N.J.A. à l'U.N.J.A.  
QUEL AVENIR POUR LA JEUNESSE ALGERIENNE ?

Du 19 au 24 Mai, s'est tenue à Alger la C.N.J.A. Il s'agit là d'un événement politique important qui, après la grève générale de la S.N.S. de KOUBA, constitue un moment dans le développement de la lutte des classes en ALGERIE, dans la lutte que les travailleurs et la jeunesse mènent contre l'Etat bourgeois de BOUMEDIENNE.

Quelle est la situation de la jeunesse ? Pourquoi cette Conférence et quelles perspectives ouvre l'U.N.J.A. ?  
Que proposent les trotskystes algériens ?

I/- LA DECHEANCE DE LA JEUNESSE ALGERIENNE .-

La jeunesse constitue une force explosive.

En janvier 1973, les moins de 19 ans étaient 8,5 Millions, les moins de 25 ans étaient 9,85 M., sur un total de 14,38 M.

Les moins de 40 ans représentent 80 % de la population totale.

Et pourtant le pouvoir a totalement sacrifié la jeunesse ! D'après "LA CHARTE DU SERVICE NATIONAL" (EL MOUDJ. (P/1/75), parmi les jeunes de 19 ans :

" 30 % sont des inactifs et 70 % sont des occupés, pour la majeure partie employés comme

" salariés agricoles ...

" 60 % d'entre eux n'ont jamais fréquenté l'Ecole, 30 % ont eu à suivre des cours d'alphabétisation

" ou d'enseignement du cycle élémentaire et le reste a entamé des études au niveau du Secondaire."

Ainsi donc 50 % d'illettrés, 30 % sachant à peine lire et écrire et 10 % ont "entamé" des études secondaires !  
Et cela, après dix ans de "redressement" absolu !

La Scolarisation ?

Sans doute le taux de scolarisation est passé de 53,9 % en 1969 à 65,9 % en 1972, mais l'absence de locaux, de crédits, de livres, de cantine ... entraîne une diminution générale du niveau et l'extension de la "triple Vacation", c'est-à-dire 2 h. de classe pour chaque enfant par jour, 3 classes de 60 pour chaque instituteur !

Et il n'y a qu'un infime pourcentage de fils d'ouvriers ou de fellahs qui accèdent au Secondaire !

L'emploi ?

Le chômage massif et chronique sévit et plus encore chez les jeunes.

En 1973, d'après "ALGERIE ACTUALITE" du 6/1/73, il n'y avait, pour 3 millions de 15-19 ans, que 384.170 emplois, le salaire moyen étant inférieur à celui des adultes (400 D.A. environ).

II/- LA JEUNESSE A L'ABANDON .-

Dans le domaine de la formation professionnelle, du logement et des foyers de jeunes, de la culture et des loisirs (Maisons de la Culture, bibliothèques, théâtres, cinémas pour les jeunes), les sports, les journaux ... c'est la carence la plus complète.

Les Nawadi Ech'abab, qui dispensaient certaines activités culturelles, regroupaient 40 à 60 jeunes en 1973 et disparurent à la fin de l'année, absorbés par l'Education Nationale qui avait besoin des locaux et des moniteurs.

Le chômage massif et chronique pour la masse, la surexploitation et les salaires de misère pour les "privilegiés", l'oisiveté ... expliquent le développement de la "délinquance de nécessité" dirigée contre les biens et le "comportement a-politique et a-social" des jeunes qui rejettent en masse un régime qui ne leur offre aucune perspective et ne cherche qu'à les neutraliser.

III/- L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE .-

Plusieurs tentatives furent faites, mais l'échec fut complet.

En 1971, pour défendre leur droit à exister comme organisation indépendante, les étudiants se dressèrent contre l'Etat bourgeois, l'U.N.E.A. fut dissoute.

En 1973, l'opération "1 million de jeunes à la J.F.L.N." tourna court, car les jeunes voulaient des locaux, des stades, un métier ...

Il ne restait plus que le recours à l'ISLAM et à l'A.N.P.

L'abrutissement par l'ISLAM

Déjà, lors du 8ème anniversaire de la Pensée Islamique de BEHJ (15 mars-10 avril 1974), une vague d'obscurantisme religieux fut déversé sur le pays par la presse, la radio, la télé :

- dénonciation du néo-rationalisme et de la pensée scientifique, "des réflexes intellectuels dus à l'éducation laïque qui ont introduit incidemment des postulats qui faussent complètement la conception naturelle à s'insurger contre toute contrainte, non seulement religieuse, mais aussi politique et sociale" ("EL MOUDJAHID" 24 Sept. 74) ;
- apologie de l'islam par BOUMEDIENNE, lors de son dialogue avec les étudiants volontaires, car il permet une intime relation entre la politique, l'économique et le spirituel, faisant de l'islam "une religion, un Etat et un système social" ;
- croisade religieuse lors du Ramadhan 74, dirigée surtout vers la jeunesse. Ainsi ECHABAB, l'organe de la J.F.L.N. (20 Sept. 74), écrivait :

" Comme la révolution agraire a été une préoccupation de plusieurs ministères et principalement du Parti et non pas le ministère de l'Agriculture seulement, le respect du Ramadhan doit l'être également, les responsables des masses média et des services de sûreté nationale, tout comme les imams ont une mission dans ce sens et doivent l'accomplir avant tout pour veiller à l'ordre public. "

On comprend pourquoi la jeunesse se détourne de l'islam et pourquoi BOUMEDIENNE a eu plus confiance en l'A.N.P. pour encadrer les jeunes.

L'embrigadement par l'armée :

C'est l'objectif essentiel du Service national. La Charte dit :

" Il contribue à remodeler la mentalité des jeunes par une formulation idéologique, il fait vivre à chacun la notion d'engagement total au service de la nation. ... Il développe en chacun la notion de devoir et de responsabilité, de sacrifice et de dévouement, de discipline et d'ordre. "

Il ne s'agit pas non plus de donner un métier aux jeunes, mais de les amener à

" se dépasser par un effort organisé, discipliné et constant, à se pénétrer de l'idée qu'au delà du Service National,

" ils sont en permanence mobilisés au service de la nation ... "

Le volontariat :

Les staliniens du P.A.G.S. ont compris qu'avec de tels procédés on n'arriverait à rien. D'où l'idée de présenter le régime actuel (qualifié par eux en 1965 de "pro-impérialiste"), d'anti-impérialiste, pour mieux mobiliser les jeunes pour la défense des "aspects positifs du régime".

Le volontariat, mis au point en 1974 (4.000 participants) leur permit de convaincre le régime de la nécessité d'élargir sa base sociale pour éviter l'explosion révolutionnaire. C'est que le bilan est loin d'être brillant : chômage massif, dégradation d'un million d'Algériens, aggravation des disparités régionales, crise aiguë du logement, des transports, désertification du pays et importations massives de produits alimentaires, abrutissement de la population par les média, exclusion des femmes et des jeunes de la vie économique, sociale et politique, absence totale des libertés démocratiques : droit de réunion, d'association, d'opinion, liberté de presse, droit au travail, ...

Le Volontariat permettait de mobiliser les étudiants autour des objectifs de la révolution agraire, c.a.d. expliquer les textes aux fellahs, mais sans toucher aux structures capitalistes en place. Le Volontariat, c'est le service national civil, dans l'intérêt du régime bourgeois de BOUMEDIENNE. pas de la jeunesse et de la classe ouvrière et des fellahs. C'est dans ce contexte général de faillite et de répression qu'a eu lieu la C.N.J.A.

LA PREPARATION DE LA CONFERENCE

Toutes les précautions furent prises pour éviter des déviations et surtout que la jeunesse ne se mobilise pas pour ses revendications : préparation de textes et résolutions par une Commission du Pouvoir, avec pour idée centrale celle-ci : comment mobiliser les jeunes pour la réalisation des objectifs du pouvoir, sans qu'ils touchent au régime et sans qu'ils parlent de leurs véritables problèmes.

Les élections furent soigneusement préparées. Le plus souvent, elles furent clandestines en France : 40 à l'A.G. électorale de Paris, la plupart du P.A.G.S. et ne furent désignés que ceux qui avaient fait le volontariat. Mêmes "élections" à Montpellier, Lyon, Marseille ... Les délégués de France représentaient moins de deux cents étudiants et aucun lycéen.

En Algérie, les délégués de la J.F.L.N. et des scouts furent désignés par le pouvoir. Dans les lycées, elles furent bâclées et se déroulèrent en présence du F.L.N. et de l'A.N.M.

Dans les Facultés, il en fut autrement.

Les étudiants n'admirent pas la distinction entre électeurs ( tous les étudiants ) et éligibles ( volontaires ou membres des Comités " pédagogiques ", adaptation des réformes bourgeoises de Faure-Guichard), ce qui éliminait les 4/5 des étudiants. Ils voulurent modifier les textes proposés, poser leur revendications, et ne pas se limiter à de simples amendements. Au cours de la discussion générale qui s'engagea, la masse des étudiants prit conscience de sa force. Des bagarres éclatèrent aux Facultés de Droit, de Lettres, à Ben Aknoun, où la police intervint et où le sang coula.

Les staliniens du P.A.G.S et les " volontaires " du régime bourgeois actuel, présentèrent ce mouvement comme étant celui des " Frères Musulmans", ou des arabisants religieux. Et la presse bourgeoise, le " MONDE", "JEUNE AFRIQUE"... et stalinienne, développèrent cette thèse, alors que c'est le pouvoir qui nourrit la réaction religieuse. Et cela, les staliniens du P.A.G.S le savent, mais comme leurs ancêtres du P.C.A., ils restent les chiens de garde du régime en place.

Pourtant, le tract étudiant diffusé à Alger le 5 Avril est clair : il s'agit pour les étudiants du droit de se rassembler dans une organisation démocratique indépendante de l'Etat. Ils disent:

" Un petit groupe d'étudiants s'est érigé en porte-parole des étudiants ... Ce groupe est apparu comme minoritaire au cours des dernières A.G., non seulement à l'ENSEMBLE DES ETUDIANTS, mais aussi par rapport à UNE GRANDE PARTIE DES ETUDIANTS VOLONTAIRES. L'immense majorité des étudiants, y compris une grande partie des volontaires ont clairement rejeté cette tentative de diviser les étudiants en deux catégories; la GRANDE MASSE DES ETUDIANTS ET UNE ARISTOCRATIE D'ETUDIANTS " CONSCIENTS".

" Les vives réactions à ces tentatives de MANIPULATION ont surpris les organisateurs de ces A.G. habitués à considérer les étudiants comme un troupeau à qui on peut faire tout accepter.

" PAR LEUR RESISTANCE, LES ETUDIANTS ONT PU FAIRE REPORTER LA DATE DES ELECTIONS; ILS DOIVENT CONTINUER JUSQU'À FAIRE ABOUTIR LEURS LEGITIMES REVENDICATIONS.

" - PAS DE DIVISION ENTRE ETUDIANTS VOLONTAIRES ET NON VOLONTAIRES.

" - DES ELECTIONS AVEC LIBERTE DE CANDIDATURE.

" - PAS DE CHEFS MAIS DES DELEGUES ( AUTHENTIQUES PORTE-PAROLLES DES ETUDIANTS).

" - Si des élections BIDON ONT LIEU, LES ETUDIANTS N'AURONT QU'À LAISSER LES PROFESSIONNELS DE LA MANIPULATION CONSTITUER SEULS UNE ORGANISATION FANTOCHE DE PIUS: EN BOYCOTTANT LES ELECTIONS".

DE LA C.N.J.A. à L'U.N.J.A.

Des élections " bidon " ne pouvaient entraîner qu'une Conférence " bidon ". On se borna à paraphraser ou à commenter les rapports pré-établis par le pouvoir. Et bien entendu, la plate-forme de l'UNJA n'ouvre aucune perspective à la jeunesse en dehors de la mobilisation permanente pour réaliser les objectifs de l'Etat bourgeois actuel.

Les trotskystes algériens qui luttent pour la dictature du prolétariat en Algérie, c'est à dire pour l'Etat des soviets de paysans et d'ouvriers, luttent pour que la jeunesse, qui est la force vive de notre pays, puisse se rassembler indépendamment de l'Etat.

Dans ce combat qu'ils intègrent à celui qu'ils mènent pour la CONSTITUANTE, ils avancent les mots d'ordre suivants:

1 - droit au travail. Pour lutter contre le chômage chronique et massif qui frappe les jeunes ils demandent :

- une formation professionnelle valable dispensée à tous les jeunes ( jeunes filles et garçons ) sous le contrôle des syndicats d'enseignants, de travailleurs et des commissions de jeunes.

- la scolarisation obligatoire, jusqu'à 16 ans avec allocations familiales.

- une allocation chômage équivalente au SMIG à tous les jeunes qui ont quitté l'école.

- le lancement d'un programme complet spécial de travaux publics ( hôpitaux, logements à bas prix, piscines, écoles ... ) avec priorité d'embauche aux jeunes, payés au tarif, syndical et sous contrôle des commissions jeunes des syndicats et des comités de jeunes chômeurs organisés à tous les niveaux.

Pour les jeunes sous l'uniforme qui constituent une main d'oeuvre taillable et corvéable pendant deux ans :

- six mois de service militaire.

- gratuité des transports pour les soldats du contingent.

- respect à la caserne des droits et libertés de réunion, d'opinion, d'expression, d'association.

- un salaire équivalent au SMIG pour tous les soldats.

- la participation des délégués de soldats élus à la marche des casernes.

2 - le droit aux loisirs à la culture et aux sports,

- logements et foyers de jeunes

- maisons de la culture, bibliothèques, théâtres, cinémas pour les jeunes.

- équipements sportifs dans chaque commune, chaque ville, chaque quartier,

La Journée du 8 Mars a été célébrée avec éclat à Alger : meetings, receptions, projections de films, double page dans "El Moudjahid" et quelques sorties à la campagne au titre du Volontariat. Des discours, des flons-flons, des encouragements, un peu d'embrigadement, quelques photos... et le 8 Mars a été expédié. Demain, comme aujourd'hui, la condition de la femme algérienne restera inchangée.

## I/ - Les femmes travailleuses: un sous prolétariat surexploité.

### 1/ Le chômage massif et chronique .

En Avril 1972, la répartition de l'emploi salarié non agricole donne pour l'industrie et le commerce 689.383 emplois dont 656.334 pour les hommes et 33.050 pour les femmes. Et dans la fonction publique sur 197.951 emplois, il y a 167.407 hommes et 30.544 femmes. Au total en 1972, il y a moins de 70.000 emplois pour une population active féminine de 3,5 Millions.

Le Plan quadriennal (1974-77) ne modifiera pas beaucoup cette situation (100.000 emplois prévus pour une population active féminine de plus de 5 Millions, c.à d. que sur 100 femmes, 2 auront un emploi et 98% chomeront).

Cette incroyable armée de réserve dans un pays se réclamant du socialisme, suffit à expliquer la dégradation de la condition de la femme dans tous les domaines.

### 2/ Surexploitation, discrimination, insécurité de l'emploi .

Les statistiques l'établissent : les femmes occupent des postes subalternes (femmes de service, employées de bureau, ouvrières non qualifiées...). Accidentellement, elles occupent des postes de direction, mais la règle générale c'est : les femmes pour les emplois d'exécution. Ces emplois se situent dans les branches les moins rémunérées (textile, alimentation; cuir) et dans les postes les plus durs.

Le principe "à travail égal, salaire égal" n'existe que sur le papier.

Dans le secteur privé, la femme est très sévèrement exploitée : horaires fantaisistes, aucune législation du travail, aucune sécurité de l'emploi, brimades....

Dans le secteur public, la même discrimination et la même insécurité existent pour les enseignantes qui n'occupent souvent que les emplois de monitrices ou d'institutrices. Pour devenir institutrices, il leur faut suivre des cours du soir qu'une femme mariée ne peut suivre. Sans parler des conditions de travail trop dures : classes surchargées, absence de matériel scolaire, double ou triple vacation.

Au total, la main d'oeuvre féminine constitue la couche la plus surexploitée du prolétariat algérien.

### 3/ Scolarisation élémentaire, sous qualification/

En 1972, la population scolarisée au niveau du primaire et du secondaire n'était que de 38,7% pour les filles et cela dans les villes; dans les campagnes, le taux tourne autour de 15%. La formation professionnelle reste très limitée dans le secteur privé et inexistante dans le secteur public.

## II/- La triste condition de la femme en Algérie

La femme travailleuse est durement exploitée, mais son sort est moins dur que celui de la ménagère confinée dans le cadre domestique immuable, accablée par les charges que constituent la préparation des repas, la lessive, les enfants...

Dans les campagnes, les tâches quotidiennes sont encore plus écrasantes: corvée de bois, d'eau, glanage.... Sa vie est dure, son avenir incertain, car elle peut être facilement répudiée. Sur le plan politique, au niveau des APC, APW, du FLN...les femmes ne sont là que pour faire de la figuration.

Comment peut-on marcher vers le socialisme ou améliorer la productivité quand la moitié de la population algérienne est exclue de la culture et de production ?

## III / Le pouvoir contre l'émancipation de la femme.

Dans son discours du 1<sup>er</sup> Avril 1974 au 3<sup>ème</sup> Congrès de l'UNFA, Boumediène a été clair:

" L'Islam est venu libérer l'homme et la femme... cependant la liberté, le progrès et l'émancipation de la femme arabe, musulmane et algérienne en particulier, ne peuvent se faire au détriment de la morale sociale et des traditions qui sont à juste titre les véritables liens du peuple avec ses origines...car la famille constitue la base de la société."

La femme ne pourra s'émanciper que

" dans des cadres bien définis de l'édification nationale "

On comprend mieux les causes de l'échec de l'UNFA, l'absence de code de la famille....

#### IV - Le P.A.G.S. chien de garde du régime.

Le P.A.G.S. a publié une brochure " 8 Mars-femmes: luttes et espoirs" où il soutient le régime sur le fond.

Sans doute, le P.A.G.S. dénonce la discrimination dans le travail, "sa faible participation à la vie sociale et politique", mais pour conclure que:

" la satisfaction des revendications féminines est étroitement liée au succès du développement économique et culturelle du pays. C'est pourquoi, il est nécessaire de tout mettre en oeuvre pour faire avancer les taches d'édification nationale."

Mais pour que se renforce l'UNFA, pour que les femmes participent "aux taches d'édification nationale" ne faut-il pas commencer par les libérer des soucis matériels, leur donner une formation professionnelle, un emploi et promouvoir une politique de protection de la femme?

Ce n'est pas l'avis du P.A.G.S.

" L'UNFA se doit certes de faire connaître leurs droits juridiques aux femmes de les informer et de lutter pour une solution juste aux problèmes concrets qui pourraient lui être posés. Mais il serait irréaliste d'avancer comme comme mot d'ordre prioritaire la revendication d'une législation qui serait trop en avance par rapport à la situation de notre société ( Trib.) et détachée des autres objectifs nationaux et sociaux. D'autant plus que les forces réactionnaires, déjà sur la brèche à propos du problème des femmes ne demanderaient pas mieux que de s'emparer d'un problème qui, objectivement, serait une diversion par rapport à des taches comme la R.A...." (p.22)

tachée des

Demander une législation qui protège la femme, c'est être " objectivement" du côté de la réaction, comme à l'époque coloniale, le PPA, qui réclamait l'indépendance était pour le P.C.A objectivement du côté du P.P.F. Il ne faut lutter que sur des "cas concrets" pour l'emploi de telle ou telle femme, pas pour une lutte d'ensemble contre le chômage massif des femmes.

#### V / Quelles perspectives pour les femmes ?

Le régime bourgeois de Boumediène comme le P.A.G.S. n'ouvrent aucune perspective sérieuse aux femmes comme à la jeunesse.

L'UNFA, nouvelle mouture n'a aucun avenir. Créer des centres de coopératives de confection, de broderie, de vannerie, faire de la figuration dans des meetings, construire un village est une dérision. Cela ne changera rien au sort des femmes, exclues de la vie réelle.

Engels a dit

" La femme ne peut être émancipée que lorsqu'elle prend part dans une grande mesure sociale à la production et n'est plus réclamée par le travail domestique que dans une mesure insignifiante."

C'est en effet par son insertion dans la production que commencera l'émancipation de la femme algérienne, mais cela n'est possible que par la destruction du régime capitaliste actuel.

La participation des femmes au combat pour leur libération passe par la lutte pour ses revendications :

- droit au travail pour chaque femme.
- salaire équivalent au SMIG versé à toute femme sans emploi
- législation qui protège les droits de la mère et de l'enfant, allocations familiales versées à la mère...
- respect de la législation du travail, "à travail égal, salaire égal"...
- développement des maternités, des crèches, des jardins pour enfants, des centres de planning familial...

Dans cette lutte pour leurs revendications, contre l'obscurantisme, pour les libertés, les femmes se retrouveront aux côtés des travailleurs, des paysans, de la jeunesse et le cadre de cette mobilisation, c'est l'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE qui unifie toutes les couches exploitées de la population contre l'Etat bourgeois de Boumediène.

Sur cette importante question, comme sur le Jeunesse, "TRIBUNE ALGERIENNE" publiera prochainement une brochure.

## COMMENT AUGMENTER LA PRODUCTION ?

---

Boumedienne ne cesse d'exhorter les travailleurs à produire davantage. Encore faut-il montrer la voie ! l'exemple de l'unité Côte Rouge de la SN Métal (Ex Neyrpic) qui n'est pas isolé, est édifiant.

La S.N. Métal créée en 1967 couvre 75 % de la production du secteur, les autres 25 % provenant des entreprises privées et autogérées.

La S.N. Métal occupe une position charnière puisqu'elle fournit les équipements de la S.N.S. d'El Hadjar, de la cimenterie d'Hadjar Soud, du barrage de Fergoug, de la sucrerie de Guelma... Et pourtant en 1974, la production a nettement baissé.

Les causes ? elles sont bien analysées dans "Algérie-Actualité" du 4 10 MAI 1975 :

"... inexistence d'une planification conséquence elle-même de l'instabilité au niveau de l'organisation de la production. Tout d'abord l'insuffisance d'aires de stockage transforme certains ateliers en dépôts. Le taux élevé d'absentéistes, les difficultés rencontrées dans le domaine des approvisionnements, difficultés dues aux sociétés nationales détentrices de monopoles qui ne respectent pas leurs délais de livraisons tout en imposant des conditions draconiennes de paiement".

Le résultat c'est que "la situation financière n'est guère brillante Elle est caractérisée par un important volume de créances non recouvrées (plus d'un milliard ancien en 1974) et par une dépendance ruineuse vis-à-vis d'organismes bancaires dont les taux d'intérêt grèvent lourdement le budget de l'entreprise.

Là aussi, l'absence d'une planification sérieuse, l'inexistence d'indices des prix des matières premières, ce qui empêche toute actualisation des barèmes des prix de vente en fonction des cours mondiaux, sont autant d'obstacles à une saine gestion financière."

La bourgeoisie algérienne débile est bien incapable d'organiser un plan. Elle ne sait que dilapider les revenus provenant des hydrocarbures. Place à la Constituante !

## LA GESTION SOCIALISTE DES ENTREPRISES DANS LES FAITS

---

La S.N. Métal est l'entreprise où la première Assemblée des Travailleurs (A.T.U.) a été installée le 15 Mai 1972. Elle devait servir de test pour l'extension de la G.S.E. Où en est-on aujourd'hui ?

"L'A.T.U. n'a aucun pouvoir de décision concernant la gestion de l'unité. Même quand on est en présence d'une mauvaise gestion, nous ne pouvons qu'en faire le constat ... nous n'avons même pas obtenu un transport du personnel ...

Le conseil se réunit tous les lundis. La conversation et l'ordre du jour initial sont décidés par le directeur. Quand l'un de nous donne son point de vue, le directeur se contente de dire : c'est ton avis en sous-entendant : ce n'est pas le mien. En principe, c'est la solution la plus

.../...

logique qui l'emporte et le directeur doit l'appliquer. Mais aucun texte ne stipule cela" (Algérie-Actualité du 4-10 Mai 1975).

Est-il besoin de commenter ?

La G.S.E. est un carcan qui vise à surexploiter les travailleurs en leur faisant croire qu'ils sont des gestionnaires.

USINES "CLES EN MAINS" ... ET CHOMAGE

Deux conventions viennent d'être signées en Janvier 1975 entre la S.N.M.C. et Creusot-Loire pour la réalisation de deux cimenteries.

Bravo ! le ciment est très utile

Mais pourquoi l'achat de deux cimenteries "entièrement automatisées" qui ne seront de plus opérationnelles qu'en aout 1978 ?

Pourquoi faire appel pour la réalisation de ces deux cimenteries à un consortium de Banques françaises constitué par la banque française du Commerce extérieur (BFCE) et la Banque de l'Union Européenne (B.U.E.) ?

Pour le pouvoir, industrialiser c'est tout acheter à l'étranger et cher !

Abdesselam va-t-il faire appel à un consortium de Banques pour fabriquer des briques et faire du gravier ?

N'est-il pas temps que ces incapables qui nous dirigent laissent la place à un gouvernement au service des travailleurs qui saura faire du ciment à bon marché... tout en donnant du travail à des milliers de jeunes chomeurs.

LISEZ : " ALGERIE 75 " - BILAN ET PERSPECTIVES

EN VENTE A LA SELTO

( 87 rue du Fg St Denis - 75010 PARIS )

VILLAGES SOCIALISTES ...

Le 3/1/75, BOUMEDIENNE inaugure le village "socialiste" AKFADOU-DEBILA (Wilaya de BISKRA) : une mosquée, un centre de Santé, le centre administratif et le centre commercial.

" Tout autour, 150 logements, flambant neuf et peints de la couleur du sable, attendent leurs bénéficiaires. Ils sont très exactement 149, installés sur un périmètre de 149 ha. Une culture essentiellement de palmiers. Un hectare est planté de 40 palmiers. Créé en 1965, ce périmètre est divisé en 150 lots de 0,90 ha. Il est irrigué par deux forages pouvant débiter 100 litres à la seconde chacun." (MOUDJAHID 4/1/75)

Un beau village d'Hollywood dans une wilaya gagnée de plus en plus par le désert ! 150 logements "flambant neuf" et des milliers de gourbis. Un centre sanitaire pour une daïra sans médecin ! Un îlot de modernisme et de prospérité dans un océan d'archaïsme et de misère !

" EL MOUDJAHID " écrit :

" Ils étaient 10.000. Seuls 150 d'entre eux pénétreront dans les belles maisons d'AKFADOU-DEBILA. Mais qu'importe ! La victoire est commune, la fête est populaire. "

De son gourbi misérable, de son champ brûlé par le soleil, le khammès, ce damné de la terre, contempera le beau village socialiste et il sera heureux car BOUMEDIENNE l'a dit : il s'agit là "d'une préfiguration de l'Algérie de demain". Mais demain, c'est quand ?

" REVOLUTION AFRICAINE " du 31-Janvier-6 Février 1975 publie la liste des villages socialistes. Ils sont 15. Le nombre total des attributaires est de 1.582.

L'opération "Mille Villages" reprise du Plan de Constantine, a été lancée en 1971. Le premier village d'OUIM TEBOUL a été inauguré en Septembre 1972. Trois ans pour construire ... 15 villages !

A ce rythme, le millième village sera construit dans deux siècles !

\* \* \*

COMMENT VIT-ON DANS LES CITES DU SOCIALISME ?

C'est à ce sujet qu' "EL MOUDJAHID" du 18/2/75 consacre un article enthousiaste au village d'EL MEIDA (Aurès).

Dans ce reportage intitulé "le temps de vivre", le journaliste prend pour exemple deux fellahs attributaires : l'un a 38 ans et 3 enfants, l'autre a 29 ans et 3 enfants. Tous deux disposent d'un trois pièces-cuisine et travaillent 2 ha. En attendant d'éventuels bénéfices, ils touchent 175 D.A. par mois, qui

" ne leur permettent pas de subvenir aux besoins ménagers " .

Le journaliste poursuit :

" Les activités socio-culturelles manquent, l'animation est absente ... Les loisirs à EL MEIDA sont rares : la traditionnelle partie de foot-ball et le "voyage" à HAMMAM-BOUHADJAR ... "

" Le temps de vivre " ou bien le temps de mourir d'ennui ?

\* \* \*

ET ... VILLAS SOCIALISTES

Après son inauguration du village socialiste d'AKFADOU-DEBILA, BOUMEDIENNE se rend à OUARGLA, BISKRA ... pour d'autres tâches socialistes. Qu'on en juge !

" Le président BOUMEDIENNE n'a pas manqué également de visiter tout à tour le nouveau siège du Comité du Parti de OUARGLA, réalisé grâce aux dons de la population et la nouvelle cité de 52 villas construites par le Génie Militaire pour les besoins des officiers de la 4ème Région Militaire " (EL MOUDJAHID 5-6/1/75).

OUARGLA est particulièrement sous-équipée : téléphones, routes, équipements sociaux, sportifs, sanitaires, culturels, écoles ... Les 5/6 des jeunes sont au chômage, les travailleurs permanents (25 % de la population active) n'ont pas 400 D.A. par mois, mais ils offrent un magnifique immeuble au Parti.

OUARGLA n'a pas d'eau, le désert gagne, mais le Génie Militaire construit des villas aux Officiers. N'est-ce pas plus important ... pour la marche en avant vers le socialisme ?

\* \* \*

3 - droit de s'organiser, d'avoir une presse jeune, des émissions à la radio à la télé sous le contrôle des commissions de jeunes, qui mettraient fin à l'abrutissement de la jeunesse par la radio, la presse, la télé, le cinéma, la religion, l'armée.

Cela est impossible, cela coûte cher!

Peut-être pour le régime bourgeois actuel, mais cela ne regarde pas les jeunes qui n'ont pas à payer la faillite de ce régime!

Les jeunes disent : satisfaction de nos revendications!

Si la bourgeoisie, si Boumedienne ne peuvent nous donner satisfaction, alors qu'ils s'en aillent, qu'ils laissent la place aux femmes, aux travailleurs, et à la jeunesse, qu'ils laissent place à la Constituante!

PORT D'ALGER : UN GÂCHIS INCROYABLE

Le port d'Alger est régulièrement engorgé. Cette année la paralysie est complète et aucun bateau ne peut plus acoster.

Sur les quais, 200.000 tonnes de marchandises " entassées pêle-mêle dans un fouillis inextricable et désolant...

" tous les produits possibles et imaginables mais surtout des biens d'équipement. Les wagons de sucre voisinent

" avec des groupes motopompes, des pneus et de vilebrequins...

" Devant les tonnes de matériel rouillé, des produits à jeter à la mer ... nul ne peut rester insensible devant

" le gâchis qui est exposé sur les quais", lit-on dans El Moudjahid du 13/2/75.

Même spectacle à la fourrière de la douane.

"... une heure durant nous avons avalé la dense poussière qui s'est installée sur des containers, des emballages

" contenant aussi bien des produits divers, que des machines, des moteurs.

" Aujourd'hui tout est pourri. Tout est inutilisable. Un véritable gâchis, la rouille, les intempéries, le

" temps ... et l'irresponsabilité de certains responsables ont abouti à ces résultats inadmissibles, à ce specta-

" cle révoltant.

" Ici, c'est un tas de fer, importé depuis 1966. Plus loin, des containers de médicaments à jeter ...

" Ici, est présente la vision de plusieurs milliards de devises perdues à jamais pour notre économie et pour la

" construction du pays...

" Ici sont présentées toutes les preuves d'un véritable crime économique, d'un gaspillage injustifiable et inqua-

" lifiable " écrit El Moudjahid du 19/2/75.

Pendant un mois, on a transporté les marchandises du port d'Alger à Dar El Beida ( ex-foire) c'est à dire qu'on a déplacé le fouillis d'un point à un autre. Pour un résultat tout provisoire.

Pour un résultat tout provisoire.

Qui paie les frais de ce gâchis? Les travailleurs, la population, à qui on ose demander de travailler plus et de manger moins!

N'est-il pas temps de sanctionner les responsables d'un " tel crime"?

N'est-il pas temps pour sortir le pays de la faillite d'organiser des élections libres pour la CONSTITUANTE?

A C C O R D   I R A N - I R A K :   U N   C R I M E   C O N T R E   L E   P E U P L E   K U R D E

Vingt millions de kurdes vivent sur un territoire qui va de la Mer Noire au Golfe Persique et qui, depuis le départ de l'Empire Ottoman est partagé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'U.R.S.S.

La lutte de libération nationale n'a jamais cessé depuis 1920. En 1946, à la suite de la création de la République Populaire d'AZERBAIDJAN, les Kurdes d'Iran avaient créé la République Kurde de MAHABAD. Peu après, BARZANI se rattache avec les Kurdes d'Irak à cette république qui fut attaquée et détruite par les forces turques, anglaises, iraniennes et irakiennes, car tout l'équilibre politique du Proche-Orient était remis en question (cf. 1)

Le 6 Mars 1975, l'Accord d'Alger a réconcilié le Chah d'Iran et les dirigeants baasistes de Bagdad.

Les conséquences furent désastreuses pour la lutte de libération nationale du peuple kurde, qui vit se dresser contre lui, comme en 1946, les armées d'Irak, d'Iran, et de Turquie.

Il est triste et honteux pour un Algérien d'apprendre que ses dirigeants ont été à l'initiative d'un accord criminel qui perpétue l'oppression du peuple kurde et recrée l'axe Téhéran-Bagdad-Ankara, qui n'est que la résurgence du Pacte de Bagdad

Mais le peuple kurde écrasé est-il vaincu ?

Nous reproduisons des passages d'une interview faite par un dirigeant étudiant kurde au journal "INFORMATIONS OUVRIERES" (30 Av. 1975).

I.O. - Quel est le véritable contenu de l'accord irako-iranien ?

R. - L'accord d'Alger du 6 mars 1975 entre l'Iran et l'Irak n'est pas seulement dirigé contre le peuple kurde, il a pour objectif d'asphyxier tous les mouvements de libération dans la région du golfe Arabo-Persique, particulièrement celui du peuple Omani (Dhofar). Or, au moment où le régime irakien se considère comme un représentant du front du refus palestinien et attaque les régimes qui négocient la capitulation de la résistance palestinienne, il cède à l'Iran un territoire trois fois plus grand que la Palestine, plus grand que la Syrie, la province de l'Arabistan qui faisait auparavant partie de l'Irak et où l'Iran interdit même l'usage de la langue arabe.

Notons que cet accord contre-révolutionnaire a été signé à Alger. Primitivement, l'Egypte et la Jordanie devaient préparer la rencontre. Mais plutôt que de faire signer l'accord au Caire ou à Amman, SADATE et HUSSEIN ont demandé à BOUMIEDJENNE de présider la réconciliation afin que soit donnée une image "progressiste" à l'accord. L'Algérie a ici montré son vrai visage, a joué un rôle tout à fait réactionnaire, allant jusqu'à demander à la Syrie de ne pas s'opposer.

L'accord entraîne donc l'effondrement du mouvement kurde tel qu'il a été dirigé jusqu'à présent. Mais ce qui importe désormais, c'est que la vraie guerre du peuple kurde va commencer pour autant qu'elle définisse ses bases politiques.

I.O. - Sur quel programme ?

R. - Il s'agit, tout en continuant la lutte armée, la guérilla au Kurdistan irakien, de s'orienter vers une jonction réelle avec les masses laborieuses d'Irak. Des discussions avec les partis et groupements qui luttent tous en Irak pour reconquérir les libertés démocratiques et, pour certains, pour la révolution sociale, sont en cours. On peut penser qu'un accord va se nouer entre le mouvement kurde sur ces nouvelles bases, et le front de l'opposition irakienne sur la base du combat à mener pour le renversement du régime irakien. La satisfaction des droits nationaux du peuple kurde (qui implique le droit des Kurdes à la séparation d'avec l'Irak, à l'indépendance nationale) est incompatible avec le maintien du régime de la dictature militaire à Bagdad ; de même, toute revendication sérieuse des ouvriers et paysans irakiens ne peut être satisfaite si la dictature reste en place. Après les terribles défaites du mouvement ouvrier irakien puis du mouvement de libération kurde, il s'agit de créer les conditions politiques d'une lutte unie des masses arabo-kurdes contre les classes dominantes irakiennes et leur régime.

## A QUAND LE RATIONNEMENT?

La publication du budget 1975 a été l'occasion pour nos dirigeants de s'occuper un peu plus de leur travail et de mesurer l'impasse totale de la voie algérienne de développement, dont on connaît bien le schéma :

Pour assurer l'indépendance du pays, il faut une industrie industrialisante, pour la financer, il faut développer les branches rapportant des devises : mines, hydrocarbures... qui serviront à l'achat des usines qui permettront de créer des emplois, d'absorber le trop plein des campagnes et de résoudre les problèmes posés par la réforme agraire : machines agricoles, engrais ...

Le pouvoir a donc sacrifié l'hydraulique, l'équipement routier, sanitaire, social... pour les résultats suivants : en 1975, le pays exportera 90 % de produits énergétiques (18 milliards de DA sur 20) et importera 24 milliards de DA dont 7 sur les produits alimentaires. Comme les prix du pétrole gaz sont bloqués et payés en dollars dont le pouvoir d'achat ne cesse de baisser alors que les produits importés (équipement ...) augmentent de 20 à 40 % l'an, le pouvoir est contraint soit d'abandonner son "modèle économique", car les banques ne consentent plus de prêt à l'Algérie endettée jusqu'au cou (en 1975, écrit l'Expansion de Mars 1975 "l'Algérie connaîtra le plus grand déficit commercial de sa jeune histoire: 4;5 Milliards de francs" et SMAIL MAHROUG n'a toujours pas trouvé les 2 milliards de DA qui lui manquent cette année.) ce qui signifierait la faillite complète de ce régime, soit de rationner la population. Et c'est dans cette voie que s'oriente le régime.

La presse publie de plus en plus des articles qui reprennent ce que le Ministre du Commerce, YAKER a dit à sa conférence de Presse, à savoir : " les algériens consomment trop d'une part, et la production demeure stationnaire, de l'autre."

Ainsi R. AFREDJ écrit dans un article " Vivre selon nos moyens" (El Moudjahid 4.1.75.) "Notre pays ... se doit de faire appel au civisme des citoyens comme des entreprises pour matérialiser dans les faits, la politique éprouvée de lutte contre le gaspillage sous toutes ses formes. " Le citoyen doit oeuvrer dans le sens du combat effréné contre la surconsommation (sic) "seul à même de mettre un terme à l'importation qui constitue un manque à gagner pour les besoins du développement du pays."

Il y a 70 % de chômeurs ou de travailleurs occasionnels dans le pays, les 4/5 des familles vivent avec un salaire mensuel inférieur à 500 DA et les responsables de la faillite de la politique économique du pays, se sont ... les consommateurs !

Pour "vivre selon nos moyens", ne faut-il pas commencer par rationner les milliers de privilégiés du régime et mettre en prison les mandataires, les spéculateurs, les PDG et responsables des sociétés nationales qui laissent pourrir le matériel et détournent les fonds publics, ainsi que les dirigeants du FNL et de l'ANP trop grassement nourris ?

Messieurs les dirigeants et messieurs les plumitifs, cessez de prêcher l'austérité aux meskines et montrez nous l'exemple!

# LE 8 Mai 1945 TOUJOURS VIVANT

A sa manière, le pouvoir a célébré le 8 Mai 1945 : meetings, cérémonies, réceptions et propagande .

Malgré le désir impérieux de Boumédiène d'effacer toute mémoire au peuple algérien, El Moudjahid a donné la parole à notre ministre du travail, MAZOUZI, ancien militant du PPA.

C'est déjà une audace que de parler du PPA-MTLD dans l'Algérie de Boumédiène, pour qui tout n'existe que depuis le 19 Juin 1965. C'est une audace plus grande encore que de parler du Congrès des A.M.L. (regroupement du PPA et de l'UDMA) et de dire :

"Les militants révolutionnaires sont arrivés au Congrès avec une position tranchante, claire et nette: l'INDEPENDANCE.

"Le congrès a adopté à l'unanimité la plate forme pour l'indépendance : pas de réforme, pas d'étapes, pas de droits reconnus, pas de discrimination .

"Les autorités françaises prient peur. Il fallait absolument stopper cet élan, cette levée en masse bien encadrée par des éléments d'avant garde qui pouvait déboucher sur une révolution ...

"Et c'est ainsi qu'il y a eu les "fameux événements" du 8 Mai 1945"

Mais pourquoi à cette occasion ne pas avoir réédité la brochure du MTLD sur le 8 Mai 1945 qui expose par exemple que les manifestants ont défilé dans toute l'Algérie en scandant les mots d'ordre suivants:

"A bas l'indigénat! A bas le colonialisme! Vive l'Algérie indépendante! Libérez Messali"

Craint on que le peuple se souvienne qu'il luttait pour la terre, le pain, et les libertés ?

Et pourquoi ni la presse, ni Mazouzi ne mentionnent le rôle joué par le P.C.A.?

Faut-il rappeler qu'Ouzegane, secrétaire général du P.C.A. déclarait le 12 Mai 1945 :

"Les instruments criminels ce sont les chefs PPA, tels Messali et les mouchards camouflés dans les organisations pseudo-nationalistes. Il faut châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de ces troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute ."

En 1975, les masses ont arraché l'indépendance, mais elles n'ont que peu d'emplois, peu de pain et pas de libertés... Et les dirigeants du PAPS sont devenus les chiens de garde du régime bourgeois actuel .

Se souvenir du 8 Mai 1945, c'est se préparer à la lutte pour la Constituante !